Universités – solidarité avec nos camarades Brésiliens !

Le président Bolsonaro a répété ces dernières semaines les attaques contre l'Université au Brésil : suppression des fonds fédéraux alloués aux facultés de philosophie et sociologie pour les réaffecter à des disciplines supposées plus utiles – ingénierie, médecine, études vétérinaires ; réduction des budgets des Universités Fédérales de Bahia (UFBA), Rio de Janeiro (UFRJ) et Brasilia (UNBA) au motif qu'elles seraient « sources de chahuts » du fait de l'activisme progressiste de leurs communautés universitaires ; suppression des bourses de master pour réaliser des économies budgétaires.

Cette politique mortifère participe des dérives réactionnaires les plus alarmantes. Parce qu'elles proposent des voies d'émancipation individuelles et collectives, les sciences humaines sont les premières victimes de ces zélateurs du néo-libéralisme. Parce qu'elles sont en pointe du mouvement social et de la résistance à la réaction, les communautés universitaires sont des cibles de choix qui n'ont d'autres armes que celles de l'intelligence.

En affirmant que le Brésil et Dieu doivent être « au-dessus de tout », M. Bolsonaro place sa présidence à rebours des valeurs qui lient l'ensemble du monde universitaire : recherche du vrai et du juste, développement désintéressé de la connaissance humaine, savoir au service de la paix, du progrès, de la liberté et de l'égalité entre les hommes.

Nous affirmons notre solidarité aux collègues, étudiants, travailleurs de l'enseignement supérieur de nos voisins et amis brésiliens.

Nous réaffirmons avec force le principe d'égalité entre les disciplines : la sociologie et la philosophie apportent autant aux sociétés que les sciences expérimentales. D'ailleurs, quel avenir peut-on imaginer pour la recherche fondamentale en mathématiques ou en physique avec de tels présupposés ? L'Université n'est pas une unité de production : elle est au service de l'Humanité, pas du capitalisme financier.

Nous alertons avec vigueur l'opinion publique guyanaise et française. Les fondements idéologiques qui ont motivé le président Bolsonaro ne sont que trop bien connus dans notre pays. Quand le gouvernement propose le dispositif « Bienvenue en France » qui multiplie par quinze les frais d'inscriptions pour les étudiants étrangers, quand il limite drastiquement les recrutements de personnels, quand il favorise la marchandisation du savoir en limitant les financements publics et en encourageant le financement privé de la recherche, celui-ci répond à l'impératif comptable et idéologique à l'agenda des politiques néo-libérales. Déjà la recherche fondamentale est mise à mal, bientôt des filières de formations seront, comme au Brésil, vouées à la disparition car jugées inutiles.

Au Brésil, en France, et partout ailleurs, ces politiques sont des dangers mortels pour l'enseignement et la recherche.

Rassemblement de soutien

Devant le Consulat du Brésil

Samedi 18 mai à 11h00

SNESUP-FSU

SNES-FSU

SUD éducation Guyane

SNASUB-FSU,

le 15 mai 2019